

Emilio Albamonte et Matias Maiello, *Marxisme, stratégie et art militaire*, Communard.e.s, Paris, 2022, 432 p., 24€.



Dans *Marxisme, stratégie et art militaire*, Emilio Albamonte et Matias Maiello proposent une relecture des controverses théoriques et politiques qui ont structuré le marxisme dans la première moitié du XXe siècle. L'apport fondamental des deux auteurs est de montrer le rôle joué par la théorie militaire (Delbrück et Clausewitz, notamment) dans le développement du marxisme révolutionnaire, donnant lieu, selon eux, à l'« une des avancées les plus considérables au sein du marxisme du XX^e siècle ». Albamonte et Maiello reparcourent ainsi ces grands débats de stratégie, souvent méconnus ou oubliés, en menant une étude approfondie et rigoureuse à partir de nombreux concepts militaires, sans perdre de vue l'intérêt politique de ces débats. Ce faisant, ils débattent avec des penseurs plus contemporains, comme Perry Anderson, Giorgio Agamben, Fabio Frosini, Lars Lih, ou encore Peter Thomas.

Dans cet extrait, tiré de la première partie de l'ouvrage (« De la stratégie en général »), Albamonte et Maiello s'intéressent à la question du parti révolutionnaire tel qu'il a été conçu par trois théoriciens marxistes et dirigeants de premier plan du mouvement ouvrier du début du XXe siècle : Karl Kautsky, Rosa Luxemburg et V. I. Lénine. À partir d'une distinction héritée de la théorie militaire de Clausewitz entre « forces matérielles » et

« forces morales », Albamonte et Maiello posent à nouveaux frais la question (maintes fois discutée mais qui continue de faire débat) de l'apport spécifique de Lénine : Lénine a-t-il « inventé » un « nouveau type » de parti – le « parti d'avant-garde » – ou s'est-il contenté d'appliquer les principes de la social-démocratie de l'époque (en particulier du parti allemand, le SPD) au contexte particulier de la Russie tsariste ? Et, au-delà de la dimension historique de ces débats, en quoi peut être utile l'expérience bolchévique pour une pratique partisane sur le « terrain occidental » ?

Albamonte et Maiello débattent en particulier avec les thèses avancées par Lars Lih. Penseur canadien, ce dernier participe depuis une quinzaine d'années à redynamiser les débats autour de Lénine à partir d'une thèse controversée bien que stimulante qui consiste à nier l'idée d'une rupture entre les conceptions de Lénine et celles de Kautsky. Pour Albamonte et Maiello, s'il faut attendre le déclenchement de la Première Guerre mondiale pour que Lénine généralise sur le plan théorique sa conception de parti (sur ce point, d'autres théoriciens marxistes contemporains tombent d'accord, à l'image de Daniel Bensaïd) et pour qu'il rompe définitivement et explicitement avec Kautsky, dans les faits, et contrairement à ce que défend Lars Lih, la pratique du dirigeant bolchévique incarnerait une pratique nouvelle et alternative de la relation entre classe, parti et direction (distincte aussi bien de celle pratiquée par Kautsky que Luxemburg).

Dans la suite de l'extrait, Emilio Albamonte et Matias Maiello interrogent la différence entre le « volontarisme bolchévique » et le « conservatisme des sociaux-démocrates allemands », à partir, cette fois, du concept de « vertu guerrière » repris là encore à Clausewitz. La question qu'ils posent est la suivante : au-delà des particularités russes, quels sont les éléments généralisables de la conception de parti de Lénine et de sa « vertu guerrière » qui peuvent servir à la construction de parti dans les pays occidentaux ? Sur ce point, les auteurs identifient deux éléments qui peuvent selon eux être utiles encore aujourd'hui : la notion « d'école de guerre » et celle de « tribun du peuple ». Les deux auteurs montrent que ces notions font de la question du combat et de la disposition à lutter le pivot de la conception léniniste du parti. Ce qui est à leurs yeux une autre différence fondamentale avec la pratique de la social-démocratie allemande telle qu'elle a été notamment prônée par Kautsky.

Chapitre 4 - Lénine, force matérielle et force morale

En comparant la social-démocratie en Allemagne avec le bolchévisme en Russie, il saute aux yeux qu'à l'époque la classe ouvrière allemande est bien plus organisée (au travers de syndicats, de partis, et d'une multitude d'institutions) et qu'elle jouit d'une plus grande tradition politique. La force matérielle de la social-démocratie est autrement plus conséquente que celle du bolchévisme. Pour autant, comme le signale Clausewitz :

La lutte, elle, consiste à sonder les forces morales et physiques au moyen de cette dernière. Il va de soi que les forces morales ne doivent pas être omises car l'état de l'âme se répercute de façon décisive sur les forces de guerre.^[1]

Autrement dit, pour évaluer le volume de force réel dont on dispose, il ne suffit pas d'apprécier la « force matérielle », il faut aussi considérer la « force morale ». La mesure

provient de la combinaison de ces deux forces. Toute la difficulté vient alors du fait que la « force morale » ne peut pas se mesurer en dehors du combat. Cette difficulté est précisément la grande affaire de la théorie de la guerre : cette dernière doit composer avec des « forces morales » qui ne s'apprécient que dans le feu de la lutte même ; et cela est particulièrement vrai dans le cas de la stratégie.

Luxemburg s'est penchée sur cette distinction entre « force matérielle » et « force morale ». À la différence de Kautsky, qui se borne à constater la supériorité de la classe ouvrière et de la social-démocratie allemandes en termes de « forces matérielles » par rapport au cas russe, Luxemburg signale qu'en 1905, la classe ouvrière et la social-démocratie russes ont fait preuve, dans leur lutte ouverte contre l'autocratie tsariste, d'une conscience « pratique et active », tandis que l'ouvrier allemand incarne la conscience de classe inculquée par la social-démocratie comme « conscience théorique latente[2] ».

Luxemburg touche ici une question essentielle qui tient en partie à la situation matérielle du mouvement ouvrier allemand - et plus particulièrement des secteurs liés aux syndicats et au SPD. Parallèlement à l'émergence de l'Allemagne en tant que puissance colonialiste, le mouvement ouvrier a réalisé de manière plus ou moins pacifique une série de conquêtes sociales, allant de l'obtention de droits sociaux inimaginables à cette époque (assurance en cas d'accident de travail ou de perte d'emploi, retraite, etc.) à l'obtention de droits syndicaux et politiques considérables.

Dans ce contexte, Luxemburg considère que la direction social-démocrate se doit de « devancer le cours des choses, de chercher à la précipiter » au moyen de l'agitation et de la propagande[3]. Clausewitz signale sur ce sujet :

La haine nationale [nous autres parlerions de haine de classe], dont nos guerres sont rarement exemptes, remplace à un degré plus ou moins fort la haine de l'individu pour un autre. Mais quand cette haine nationale fait également défaut, et que l'acharnement n'existe pas à l'origine, le sentiment hostile s'allume à la faveur du combat lui-même, car une violence exercée contre nous par ordre supérieur nous incite à la revanche, à la vengeance, contre celui qui agit plus encore contre le pouvoir supérieur qui lui ordonne d'agir.[4]

Dans cet objectif, Luxemburg entend saisir du mieux possible toute opportunité qui se présentent pour le développement de l'action de masse. Toutefois, elle est aussi parfaitement consciente qu'une telle orientation de la lutte est difficilement compatible avec la réalité de la social-démocratie, en particulier depuis la consolidation de la nouvelle bureaucratie ouvrière dans les syndicats. L'énorme « force morale » de la classe ouvrière dont a fait preuve le prolétariat russe en 1905 trouve son corrélat en Allemagne dans l'émergence d'une autre force puissante, mais de sens opposé, incarnée par la bureaucratie ouvrière.

De son côté, dès 1910, Kautsky incarne une orientation supposément « réaliste » : les appareils du parti et du syndicat doivent se mettre d'accord pour maintenir l'unité de la social-démocratie. En réalité, Kautsky montre par là qu'il sous-estime les facteurs moraux, ce qui le conduit, y compris de son point de vue, à un « calcul » erroné. Sa théorie des « deux stratégies » est représentative de cette conception. En effet, dans cette dernière, tout se réduit à une question de *timing* : lutter maintenant ou lutter plus tard.

Il est clair que pour Kautsky et pour tous ceux qui, par la suite, revendiqueront sa « stratégie d'usure », la lutte peut toujours attendre et vient toujours « plus tard ». Rien

d'étonnant à cela : une grande force matérielle, indépendamment de sa force morale, ne peut servir que pour le « harcèlement » et la « menace », pour reprendre ses termes. Le combat ne ferait que révéler la mesure réelle de la force qui découle de la combinaison de la force « matérielle » et de la force « morale ». Dans le schéma de Kautsky, les militants se réduisent à une masse d'adhérents, tandis que la classe ouvrière est conçue comme une « masse de manœuvre » électorale.

La question de fond est que dès lors que se développe une bureaucratie, toute théorie reposant sur une identification stratégique a priori entre la social-démocratie et la classe ouvrière relève de l'arbitraire – car elle va à l'encontre, comme le dit Clausewitz, de tout principe de réalité. Cependant, bien qu'aux antipodes l'une de l'autre, les perspectives de Kautsky et de Luxemburg reposent néanmoins sur une même distinction poreuse entre la classe, le parti et la direction. C'est d'ailleurs à travers cette dernière qu'ils interprètent la lutte fractionnelle russe entre menchéviks et bolchéviks à partir de 1903[5].

Tous deux considèrent cette lutte comme un combat essentiellement sectaire. Luxemburg[6] reproche explicitement à Lénine de vouloir créer une « secte[7] » autour de sa personne. Pour sa part, Kautsky considère cette lutte comme une preuve de l'« insignifiance du parti » et de la « lenteur de [sa] croissance[8] ». S'agissant d'un seul et même parti et d'une seule et même classe, la division[9] de sa direction ne pouvait être qu'un artifice[10] ou le signe d'un manque de maturité[11]. Lars Lih montre que la critique de Luxemburg ne correspond pas aux écrits de Lénine de cette époque[12], qui aspire à construire un grand parti avec une influence de masse, de même que son projet de l'*Iskra* puise son fondement dans le développement d'un nouveau et combatif mouvement ouvrier en Russie[13]. Aujourd'hui, au regard de l'histoire du bolchévisme et de la Troisième Internationale, seules des interprétations vulgaires de Lénine peuvent encore soutenir la thèse selon laquelle Lénine visait à construire une « secte[14] ».

Mais la problématique essentielle qui s'impose à l'époque est la suivante : dans ce contexte d'une forte progression de la force matérielle de la bureaucratie, comment éviter d'un côté que la classe ouvrière ne devienne une simple « masse de manœuvre » (Kautsky), et échapper de l'autre à l'alternative de l'attente – aussi active soit-elle – de la radicalisation des masses qui viendra modifier toute l'équation (Rosa Luxemburg) ? Face à ces deux écueils, la création d'une force matérielle partisane révolutionnaire et non bureaucratique représente la seule véritable alternative. Ainsi, et contrairement à ce que soutient Lih, il existe déjà à cette époque une nouvelle conception de parti esquissée par Lénine. Il ne s'agit certes pas encore d'une « théorie », mais de fondements pour une relation nouvelle et une pratique alternative entre la classe, le parti et la direction.

Cela se manifeste, par exemple, dans le débat sur la « neutralité » des organisations syndicales. Luxemburg et Kautsky vont tous deux s'opposer, à partir de perspectives distinctes, à la revendication par les syndicats d'une indépendance politique vis-à-vis du parti. Toutefois, avec le développement de la bureaucratie, la contradiction devient insurmontable sur le seul terrain du débat idéologique ou à travers des résolutions votées lors des congrès du parti (d'autant que, suite à l'accord de « parité », les bureaucraties syndicales social-démocrates n'étaient pas tenues d'appliquer ces résolutions). Il ne s'agit plus alors d'un simple affrontement entre positions politico-idéologiques divergentes, mais bien de l'émergence d'une nouvelle « force matérielle » conservatrice.

Certes, avant 1905, Lénine défend d'une toute autre manière que les syndicalistes allemands[15] la neutralité des syndicats (dans sa relecture de *Que faire ?*, il juge qu'il s'agit de l'un de ses principaux changements d'opinion[16]) ; toutefois, il avait déjà à

l'époque une conception toute personnelle du « partidarisme » dans les syndicats, qui constituait, dans les faits, une alternative aux conceptions de Luxemburg et de Kautsky. Pour Lénine, celui-ci ne passait pas par des déclarations d'adhésion à la social-démocratie, mais par le développement de courants révolutionnaires à l'intérieur des syndicats[17]. Dans cette optique, il propose une articulation singulière entre les militants révolutionnaires et les organisations ouvrières, chaque fois plus amples selon leur degré de proximité avec le parti.

On touche ici à la conception du parti d'avant-garde de Lénine. Celle-ci est élaborée en 1904 dans son article « Un pas en avant, deux pas en arrière », auquel, curieusement Lih n'accorde que très peu d'importance[18], contrairement à Lénine qui, a posteriori le considérera comme « brillant[19] » (un adjectif suffisamment rare sous la plume de Lénine pour être noté). Le dirigeant bolchévique part du principe suivant :

Nous sommes le Parti de la classe, et c'est pourquoi presque toute la classe (et en temps de guerre, à l'époque de guerre civile, absolument toute la classe) doit agir sous la direction de notre Parti, doit serrer les rangs le plus possible autour de lui. Mais ce serait [...] du « suivisme » que de penser que sous le capitalisme toute la classe ou la classe tout entière sera un jour en état de s'élever au point d'acquérir le degré de conscience et d'activité de son détachement d'avant-garde, de son Parti social-démocrate[20].

Sur la base de cette conception, et compte tenu des restrictions imposées par le régime policier tsariste, Lénine trace les grandes lignes de son modèle d'organisation. Il s'agit de cercles concentriques qui font office d'« engrenages » entre le parti et les masses :

D'après le degré d'organisation en général, et de clandestinité en particulier, on peut distinguer à peu près les catégories suivantes : 1) organisations de révolutionnaires ; 2) organisations d'ouvriers, aussi larges et aussi variées que possible [...] Ces deux catégories forment le Parti[21].

Lénine poursuit ensuite ce « dégradé » d'organisations au-delà des frontières du parti lui-même :

3) organisations ouvrières ne se rattachant pas au Parti ; 4) organisations ouvrières ne se rattachant pas au Parti, mais soumises en fait à son contrôle et à sa direction ; 5) éléments non organisés de la classe ouvrière qui en partie se soumettent également, du moins pendant les grandes manifestations de la lutte de classe, à la direction de la social-démocratie[22].

Il ne s'agit pas d'un schéma exclusivement centré sur l'intervention du parti dans le mouvement ouvrier. À ce propos, Lénine précise :

« Je me borne à la seule classe ouvrière, mais je suppose comme allant de soi que certains éléments des autres classes en feront également partie, dans certaines conditions[23]. »

Ainsi, selon Lénine, dans le même temps qu'elle délimite ses propres frontières – lesquelles fluctuent selon la situation et les conditions de la lutte des classes –, l'organisation partisane met en place une série de cercles concentriques à travers lesquels s'articulent « très étroitement » le parti révolutionnaire et les secteurs d'avant-garde, et par lesquels se construit l'influence sur les masses.

Signalons que, dans cette première esquisse du parti, Lénine s'inspire exclusivement du cas russe et qu'il ne généralise pas sa conception. Mais si l'idée d'un « parti d'avant-garde » naît de l'expérience de la lutte contre l'autocratie russe (en s'inspirant toutefois de celle de la social-démocratie allemande durant les lois « antisocialistes »), comment se fait-il que cette nouvelle articulation entre la direction, le parti et la classe puisse avoir des implications plus larges, y compris dans un pays comme l'Allemagne qui se caractérise par un régime démocratique bourgeois ? Voyons cela.

Alors qu'en Allemagne, le débat sur les deux stratégies est au plus fort, en 1910, Lénine mène une lutte fractionnelle dure contre les « liquidateurs ». Il estime que cette tendance au sein du POSDR représente une menace pour l'existence même du parti, et qu'il faut donc la combattre avec la plus grande vigueur. Comme nous l'avons souligné auparavant, Lénine dénonce systématiquement l'usage « détourné » de la théorie des deux stratégies de Kautsky par les liquidateurs russes. Mais l'appropriation par les liquidateurs de cette nouvelle théorie de Kautsky n'est pas non plus accidentelle. Lars Lih note à propos de ces derniers :

La critique du liquidationnisme se développait suivant deux grandes lignes : (a) En rejetant la nécessité d'un appareil clandestin et illégal, les liquidateurs mettaient en danger l'existence même d'un parti social-démocrate prêchant le socialisme et la révolution anti-tsariste, idées qui ne pouvaient être défendues au grand jour dans la Russie de Stolypin [Le Premier ministre de la Russie au cours de cette période]. [...] (b) Les liquidateurs étaient également coupables de saboter les efforts pour réactiver des organes centraux de direction et avaient fait tout leur possible pour éviter la remise sur pied du Comité central ou l'appel à une Conférence de l'ensemble du parti.[\[24\]](#)

Quel parallèle peut-on établir avec la social-démocratie allemande ? Sur la base de ces deux éléments mis en lumière par Lih (censurer la stratégie révolutionnaire et saboter les organes de direction), on peut résumer comme suit l'action de la bureaucratie syndicale : (a) Lors du congrès syndical de Cologne (1905), la direction rejette non seulement la grève politique de masses, mais interdit aussi sa « propagande », puis, à partir de 1906, elle dénature le programme de la social-démocratie en le vidant de son contenu révolutionnaire. (b) Suite à l'accord de « parité », la bureaucratie syndicale gagne du terrain sur la souveraineté des organes de direction du parti, qui lui sont de plus en plus assujettis. C'est peu ou prou le modèle de fonctionnement de la bureaucratie du parti menée par Ebert à partir de 1908-1909.

La conclusion que nous voulons tirer est que, sous un régime démocratique, la bureaucratie a joué au sein des organisations du mouvement ouvrier en Allemagne (Ouest) un rôle similaire à celui joué en Russie (Est) par l'action policière du tsarisme que les liquidateurs ont refusé de combattre. Notre hypothèse est donc la suivante : ce refus des liquidateurs de combattre la police tsariste en Russie se manifeste, en Allemagne « démocratique », par le refus de combattre la bureaucratie ouvrière qui, concrètement, se traduit par la subordination du parti aux prérogatives de cette dernière.

Comme nous l'avons signalé plus en amont, en se désolidarisant publiquement de Luxemburg sur la question des deux stratégies, Kautsky cherche à « établir de bonnes relations entre les marxistes et les syndicalistes[\[25\]](#) ». Même si ce tournant stratégique n'apparaît pas explicitement dans la théorie des deux stratégies, Kautsky siffle en 1910 la fin des hostilités contre la bureaucratie et se rapproche « de fait » (puis ce sera « de droit ») des liquidateurs russes - avec une touche germanique.

En résumé, la conception du « parti d'avant-garde » de Lénine devient potentiellement généralisable à partir du moment où se développe au sein des régimes démocratiques bourgeois une force matérielle (la bureaucratie ouvrière) qui remplit des fonctions de police vis-à-vis des organisations ouvrières[26]. Celle-ci rend impossible, ou plutôt arbitraire, toute identification mécanique entre le « parti » et la « classe ouvrière ». Au sein de la classe, une lutte reste ouverte, non seulement politique et idéologique, mais aussi physique. Le déclenchement de la Première Guerre mondiale, durant laquelle la bureaucratie (syndicale et partisane) apparaît comme le garant de la « paix civile », écarte définitivement les derniers doutes qui subsistaient à ce sujet.

Maintenant, si la conception du parti de Lénine implique la formation d'une force matérielle pour le combat, il ne s'agit pas simplement de construire cette force matérielle mais de l'articuler à une « force morale ». En quoi consiste exactement cette « force morale » ?

Centralité du combat et « vertu guerrière »

Contrairement à une idée communément partagée, la rupture entre Lénine et Kautsky en 1914 n'est pas inattendue et brutale mais fait suite à une polémique antérieure, précisément au sujet de la conception du parti révolutionnaire. En janvier 1912, les bolchéviks décident d'en finir avec le boycott des liquidateurs en organisant une conférence à Prague aux côtés de quelques « menchéviks pro-parti ». Au nom de l'ensemble de la social-démocratie russe, ils décident lors de cette conférence qui, a posteriori, apparaîtra comme le moment fondateur du Parti bolchévique, d'exclure les liquidateurs.

Cette mesure, prise à l'initiative de Lénine, n'est pas seulement organisationnelle. La lutte contre les liquidateurs dure déjà depuis quatre ans, mais ce qui est nouveau, c'est que les prémices d'un essor ouvrier commencent à se faire sentir en Russie. Les débats autour de la nécessaire unité de la social-démocratie ne peuvent alors se poursuivre indépendamment d'une action offensive du parti afin d'accompagner ce regain d'activité du mouvement ouvrier. C'est la raison pour laquelle la conférence de Prague prévoit la création de « cellules social-démocrates illégales intégrées dans un réseau aussi dense que possible d'associations ouvrières légales[27] ».

Quelques semaines après la conférence de Prague, le tsarisme réprime violemment plus de 6 000 mineurs grévistes dans la région de la Lena (proche de la Sibérie), faisant des centaines de morts et de blessés. Le mouvement ouvrier dénonce cette répression à travers des manifestations qui réunissent plus de 300 000 personnes dans l'ensemble du pays. C'est à cette période que la nouvelle *Pravda* (depuis peu organe officiel du Parti bolchévique) devient le journal de l'avant-garde ouvrière, l'expression de la lutte en cours, avec des centaines de cercles qui collectent des fonds pour le soutenir et plusieurs dizaines de milliers de lecteurs.

Entre ce volontarisme des bolchéviks russes et le conservatisme des social-démocrates allemands – critiqués à raison par Luxemburg – le contraste ne peut être que saisissant. Néanmoins, dans une volonté de cohérence avec le principe d'« unité du parti » qu'elle défend depuis une décennie, Luxemburg s'oppose de manière véhémente, en 1913, à la reconnaissance de la conférence de Prague par la Deuxième Internationale, exigeant une « conférence d'unification » pour la social-démocratie russe.

Mais la véritable nouveauté de ce débat, c'est l'attaque en règle de Kautsky contre les bolchéviks. Comme nous l'avons vu, à cette époque, Lénine n'a pas encore généralisé sa conception de « parti d'avant-garde ». Contrairement aux allégations de Lars Lih, c'est Kautsky en personne qui reproche au dirigeant bolchévique d'avoir créé un « nouveau type de parti ». Lénine écrit :

Kautsky a dit : « le parti ancien a disparu, bien que se soient conservés les noms anciens, lesquels toutefois avec le temps ont acquis un contenu nouveau... »[\[28\]](#).

Lénine refusait de formuler le problème en ces termes, clairement favorables aux liquidateurs. Pour autant, l'affirmation de Kautsky n'en est pas moins vraie : un nouveau parti vient de surgir – et la période d'avant-guerre (1912-1914) confirme cet avènement. Alors que le rapport de force entre bolchéviks et menchéviks demeurait jusqu'alors relativement équilibré, la balance pèse désormais clairement en faveur du Parti bolchévique. Ce glissement est la conséquence logique du combat politique mené, lequel a révélé in vivo le volume de force réel sur lequel pouvait compter chaque fraction, c'est-à-dire la relation concrète entre « force matérielle » et « force morale ».

Quid des « forces morales » du bolchévisme ? La première d'entre elles s'apparente à la « vertu guerrière » de Clausewitz :

Une armée qui, sous le feu le plus dévastateur, conserve ses formations ordinaires, qui ne cède pas aux terreurs imaginaires et sait résister à celles qui sont fondées [...] une telle armée est animée de l'esprit guerrier[\[29\]](#).

Néanmoins, cette vertu ne peut être inculquée par l'État-Major, c'est dans l'expérience du combat qu'elle se forge et s'acquiert : « L'ordre, la courtoisie, la bonne volonté, de même qu'une certaine fierté et un excellent moral, telles sont les qualités d'une armée entraînée en temps de paix ; il faut les apprécier, mais elles n'ont pas de valeur en elles-mêmes[\[30\]](#)», écrit Clausewitz.

En 1905, les bolchéviks ont fait preuve de cette « vertu guerrière » – particulièrement en décembre lors de l'insurrection de Moscou, de même qu'au cours des luttes de 1906-1907 et durant toute la période contre-révolutionnaire. Nul doute que cette expérience du combat, tel que Lénine l'a si souvent répété, était irremplaçable[\[31\]](#). En comparant les conditions de développement de cette « vertu guerrière », on remarque qu'elles sont bien plus favorables en Russie qu'en Allemagne. Toutefois, comme le montre l'évolution distincte du bolchévisme et du menchévisme, l'existence de conditions favorables est une chose, savoir en tirer parti en est une autre.

La question est donc la suivante : au-delà des particularités russes concernant cette « vertu guerrière », quels sont les éléments « généralisables » de la conception de parti de Lénine qui permettent de tirer avantage d'une situation donnée ? Nous relevons deux éléments qui, à nos yeux, revêtent une importance majeure : la notion d'« école de guerre » et celle de « tribun du peuple ».

À la différence de Kautsky qui, comme nous l'avons vu précédemment au travers du schéma décrit par Lih, établit une distinction claire entre la « paix » (situation non-révolutionnaire où seules comptent les tâches d'organisation et d'éducation socialiste) et la « guerre » (situation révolutionnaire où entre en jeu la lutte physique), Lénine esquisse une relation complexe entre ces deux termes. Il conserve bien évidemment les grandes lignes distinctives (même si elles sont nettement plus riches chez Lénine qui identifie une série de

formes intermédiaires) tout en se penchant sur la question de l'affrontement physique en temps de « paix ». Raymond Aron signale à ce propos :

Toute violence est physique, écrit Clausewitz, car la violence morale n'existe pas en dehors du domaine de l'État et de la loi. Dans le marxisme de Lénine, l'État et la loi résultent aussi de la violence physique, plus ou moins camouflée. Toute paix, en une société de classes, dissimule la lutte[32].

C'est la raison pour laquelle la lutte de classes se manifeste aussi, sous diverses formes et intensités, dans les moments de « paix ». Dans le même temps, ajoute Aron, « les marxistes-léninistes, à la suite de Lénine, n'ont jamais confondu la lutte de classes en tant que telle avec la guerre. Celle-ci désigne la phase violente de la lutte de classes[33] ».

Dans ce contexte, les réalités de la lutte des classes en temps de paix sont clés dans la conception stratégique de parti de Lénine. À partir de 1901, il les qualifie d'« écoles de guerre », c'est-à-dire de moments de préparation et d'entraînement pour la guerre de classes elle-même. C'est ainsi, par exemple, qu'il analyse les grèves combatives :

L'ouvrier ne connaît pas les lois, il n'a pas affaire aux fonctionnaires, surtout à ceux d'un rang supérieur [...] Mais voilà qu'éclate une grève. Procureur, inspecteur de fabrique, police, souvent même la troupe, se présentent à la fabrique. [...] C'est pour cette raison que les socialistes appellent les grèves l'« école de la guerre »[34]

Même si Lénine signale à propos de l'« école de la guerre » qu'il ne s'agit « pas encore [de] la guerre elle-même[35], il lui accorde une grande importance : d'une part, et il rejoint ici Luxemburg, car le parti doit sceller son destin à celui de l'avant-garde ouvrière ; d'autre part, car c'est l'occasion pour les révolutionnaires d'acquérir un peu de cette « vertu guerrière ». Sur l'acquisition de réflexes de combat en temps de paix, Clausewitz propose une approche similaire :

L'aguerrissement est une chose qu'aucun commandant ne peut conférer à ses troupes, car les manœuvres du temps de paix n'en tiennent lieu que dans une faible mesure. Faible par rapport à la véritable expérience de la guerre, mais non par rapport à l'armée dont on ne cherche à obtenir par le dressage qu'une habileté mécanique. Faire en sorte qu'une partie de ces occasions de frictions [le danger, l'effort physique, l'information] fasse l'objet des exercices du temps de paix, que la capacité de jugement, de réflexion, voire de résolution, des différents commandements soit mise à l'épreuve, voilà qui est d'un poids bien plus grand que ne le pensent ceux qui ne connaissent la guerre que par oui-dire. La guerre ne doit pas être pour le soldat, et c'est un point infiniment important, la première occasion de prendre contact avec des réalités qui lui causent tant de surprise et d'embarras au premier abord[36].

Appliquée en Allemagne, cette conception d'« école de la guerre » aurait très certainement conduit à une lutte ouverte contre la bureaucratie syndicale social-démocrate. C'est une expérience de ce type qu'a vécue Rosa Luxemburg en 1905 et en 1910 en contribuant au développement du mouvement gréviste en Allemagne. De son côté, Kautsky (qui, en 1905, avait lutté aux côtés de Luxemburg) s'est attaché, dès 1910, à développer une conception des grèves combatives opposée, pourrait-on dire, à celle de l'« école de guerre ».

Dans le cadre du débat des deux stratégies, Kautsky signale qu'il est peu probable que surgisse en Allemagne une grève

de l'ampleur de celles qui, très souvent, ont lieu en Russie ; c'est qu'en effet une telle manifestation transforme complètement l'image de la rue et fait la plus grande impression sur les couches les plus inertes du prolétariat et aussi sur l'ensemble du monde bourgeois[37] ». Et comme s'il s'agissait d'un acquis, il explique cela « non pas malgré mais à cause de ce demi-siècle de mouvement socialiste, d'organisation social-démocrate et de liberté politique[38].

Autrement dit, non seulement le SPD ne doit pas se nourrir de ces expériences, mais c'est tout « naturellement » qu'il doit les décourager.

La distinction entre les modèles de Kautsky (éducation et organisation pour les moments non-révolutionnaires/lutte physique pour les moments révolutionnaires) et ceux de Lénine ne repose pas uniquement sur cette notion d'« école de guerre ». Il s'agit chez Lénine seulement d'une des dimensions d'une conception stratégique plus générale dans laquelle le *combat* occupe une place centrale. Sur ce point également, l'approche de Lénine est similaire à celle de Clausewitz :

Quelque diverse qu'en soit la forme, si éloigné soit-il de l'explosion brutale d'animosité et de haine qui se manifeste dans le pugilat, quel que soit le nombre d'éléments qui s'y mêlent sans appartenir au combat réel, la conception de la guerre n'en implique pas moins que tous les effets qui s'y manifestent ont pour cause le combat[39].

C'est la raison pour laquelle, chez Lénine, le concept d'« organisation » n'est pas un concept générique, mais bien plutôt orienté vers l'idée de combat. Et on pourrait en dire tout autant de notions telles que l'« éducation socialiste » ou l'« éducation politique ».

En comparaison avec la guerre interétatique, l'issue de la guerre civile révolutionnaire dépend bien moins d'une préparation purement militaire que d'une préparation politique. Dans le cas du parti révolutionnaire, la « vertu guerrière » concerne donc tout particulièrement le combat politique qui, immédiatement, renvoie au concept de « tribun du peuple » forgé par Lénine dans *Que faire ?* :

La question se pose : en quoi donc doit consister l'éducation politique ? Peut-on se borner à propager l'idée que la classe ouvrière est hostile à l'autocratie ? Certes, non. Il ne suffit pas d'*éclairer* les ouvriers sur leur oppression politique [...] Il faut faire de l'agitation à propos de chaque manifestation concrète de cette oppression [...] Or, comme *cette* oppression s'exerce sur les classes les plus diverses de la société [...] n'est-il pas évident que *nous n'accomplirons par notre tâche* qui est de développer la conscience politique des ouvriers, si *nous ne nous chargeons pas d'organiser une ample campagne politique de dénonciation de l'autocratie*[40] ?

La dénonciation politique de toute forme d'oppression : voici l'un des crédos les plus populaires de la conception de tribun du peuple forgé par Lénine. C'est donc sans surprise que, dans son livre sur le *Que Faire ?* Lars Lih en fasse une pièce centrale du concept de « tribun du peuple ». Selon Lih, l'activité de la social-démocratie de laquelle s'inspire Lénine invite à ce que « le Parti ne limite pas son champ d'action aux seuls intérêts de la classe ouvrière ou à la transformation socialiste, mais plus généralement aux principes de décence démocratique de la société dans son ensemble[41] ». C'est ainsi qu'une « arme utilisée par le SPD dans son rôle de tribun populaire – une arme de premier plan pour Lénine et pour l'*Iskra* – était ce que Lénine appelait les dénonciations : la révélation de la corruption et du scandale[42] ».

Ces considérations de Lih sont caractéristiques d'un type d'interprétation qui, en réduisant le concept de « tribun du peuple » à son caractère de « dénonciation politique », le vide de son contenu révolutionnaire. Cela même alors que, selon Lénine, la notion de « tribun du peuple » se définit par :

[sa capacité] à généraliser tous ces faits pour en composer un tableau d'ensemble de la violence policière et de l'exploitation capitaliste [...] profiter de la moindre occasion pour exposer *devant tous* ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à *tous* et à chacun la portée historique et mondiale de la lutte émancipatrice du prolétariat[43].

Le tribun du peuple, c'est donc celui qui se lève contre toutes les formes d'oppression, qui parvient à resignifier les injustices en termes de lutte révolutionnaire et à les incorporer à la lutte émancipatrice du prolétariat – condition *sine qua non* pour que le parti révolutionnaire de la classe ouvrière articule autour de lui les plus grands volumes de force nécessaires à la révolution, non seulement dans les rangs du prolétariat (indépendance politique), mais aussi parmi ses alliés (hégémonie). Nous reviendrons plus loin sur ces deux dimensions. Pour le moment, nous nous contenterons de signaler que, chez Lénine – dans les pas d'un Gracchus Babeuf[44] –, le concept de « tribun populaire » est avant tout un concept de combat. Sur le même modèle que le concept d'« école de guerre », qui permet de tirer parti des événements de la lutte de classe pour préparer le parti aux combats physiques lors de moments non-révolutionnaires, le concept de « tribun du peuple » joue un rôle analogue pour une préparation politique du parti.

Dans le cas de l'Allemagne, au moment du débat sur les deux stratégies, et plus encore à l'approche de la guerre mondiale, la notion de « tribun du peuple » impliquait un conflit avec les tendances croissantes au sein de la social-démocratie, tant dans la direction du parti que dans les syndicats, à se plier à la propagande nationaliste du gouvernement. Dans ce contexte, Kautsky développe une conception opposée à celle de Lénine, et, en 1912, dans la continuité de sa polémique avec Anton Pannekoek, il écrit :

Dans mon article du 1^{er} mai l'an dernier [1911] [...] j'affirmais qu'on ne pouvait pas dire d'avance quelle serait la forme de notre action en cas de guerre. [...] Tout dépend, disais-je, des conditions dans lesquelles surviendrait cette guerre, comme de l'attitude de la population[45].

Et tout dépendra, selon lui, de la façon dont les masses percevront les responsabilités de la guerre ; à savoir, si cette dernière s'inscrit dans une « politique du gouvernement » ou répond plutôt aux « nécessités de l'ennemi ». Pour Kautsky, ce n'est donc pas le parti qui, dans un but révolutionnaire, combat l'influence de la conscience bourgeoise sur les masses, c'est au contraire l'« attitude de la population » qui va déterminer la politique du parti en cas de guerre.

Lors de la crise diplomatique de 1911 qui oppose l'Allemagne d'un côté, et la France et l'Angleterre de l'autre[46] et à laquelle fait référence Kautsky dans son article « La nouvelle tactique », Rosa Luxemburg incarne l'esprit du « tribun du peuple » en dénonçant le discours hypocrite des « amis de la paix » des cercles bourgeois et en répétant à l'envie que « le militarisme ne pourra disparaître du monde qu'avec la disparition de l'État de classe capitaliste[47] ». Luxemburg n'a cependant pas entrepris de forger, avec cette politique, les « tribuns du peuple », les cadres et les dirigeants qui seraient capables de porter cette politique avec elle, bien qu'elle dispose à l'époque d'un soutien important dans certains secteurs du SPD. C'est une différence majeure qui la sépare de Lénine.

Dans la conception de Lénine, « école de guerre » et « tribun du peuple » sont deux aspects essentiels de la préparation des militants révolutionnaires pour le combat. Ils constituent la « vertu guerrière » des militants bolchéviques, qui s'est révélée dans toute sa vigueur en février 1917, lorsque « les ouvriers formés par Lénine » (dixit Trotsky) se sont insurgés et ont renversé le tsarisme – et ce sans le concours de Lénine, ni de la majeure partie de la direction du parti qui se trouvait alors en exil.

*

Illustration : New Planet, 1921 by Konstantin Yuon. Photograph: © State Tretyakov Gallery, Moscow/DACS 2017.

Notes

[1] Carl von Clausewitz, *De la guerre*, II, 1, p. 117.

[2] Elle signale plus précisément : « ... dans la période de la domination du parlementarisme bourgeois, elle [la conscience de classe] n'a en général pas l'occasion de se manifester par une action de masse directe ; elle est la somme idéale des quatre cents actions parallèles des circonscriptions pendant la lutte électorale, des nombreux conflits économiques partiels, etc. Dans la révolution où la masse elle-même paraît sur la scène politique, la conscience de classe devient *concrète* et *active*. » Cf. Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat, op. cit.* ».

[3] Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat, op. cit.*

[4] Carl von Clausewitz, *De la guerre*, II, 2, p. 130.

[5] Cette lutte fractionnelle témoigne de l'influence d'autres classes (particulièrement la petite-bourgeoisie démocratique-libérale) sur la direction social-démocrate russe (un phénomène que l'on observe aussi en Allemagne). Depuis sa création en tant qu'organisation membre de la Deuxième Internationale, la social-démocratie russe (POSDR) doit faire face à de telles tendances qui vont s'exprimer au travers de l'« économisme » (1894-1902), puis du « menchévisme ». Ces tendances s'appuient sur des facteurs objectifs, conséquences du « type "européen" de développement » en Russie (certes dans une moindre mesure qu'en Allemagne). Cf. V. I. Lénine « La faillite de la Deuxième Internationale » (1915) *in* OEuvres, t. 21, p. 207-266. À la différence de l'Allemagne où la tendance révisionniste, en acceptant le centralisme démocratique, est demeurée formellement soumise (en tant que minorité) aux organismes du parti, la jeune social-démocratie russe ne parvient pas à éviter la rupture du parti. Le célèbre débat de 1903 autour du statut des membres de la social-démocratie est symptomatique de ce problème plus général. Cf. V.I. Lénine « Préface au recueil *En douze ans* » (1907), *in* OEuvres, t. 13, p. 95-115.

[6] Rosa Luxemburg prend part au débat par le biais du parti polonais. Même si elle avait fait le choix de ne pas intégrer le comité central de ce parti, elle avait néanmoins une influence immense sur ce dernier. Les délégués du Parti social-démocrate de Pologne et Lituanie (SDKPiL) furent chargés en 1903 de négocier leur affiliation au POSDR en discutant

leur marge de manœuvre et d'autonomie. Sans surprise, Luxemburg se range du côté de l'aile la plus radicale du Parti s'opposant explicitement à l'unification. Le SDKPiL rejoindra finalement le POSDR lors du IV^e Congrès réunissant à la fois bolchéviks et menchéviks.

[7] Voir Rosa Luxemburg, « Centralisme et démocratie », in *Réforme ou Révolution ?*, Éditions Spartacus, Paris, 1972.

[8] Karl Kautsky, « Differences Among the Russian Socialists » (1905), *The International Socialist Review*, Vol.5, n° 12, 1905.

[9] À l'époque, Lénine n'était pas non plus partisan d'une scission de la social-démocratie. Depuis 1903, il réclame haut et fort la convocation d'un nouveau congrès du parti qui aura lieu finalement en avril 1906. Néanmoins, à la différence de Kautsky ou de Luxemburg, il n'a jamais réellement envisagé de dissoudre la fraction bolchévique – *a fortiori* après 1905 et la mise en évidence de divergences stratégiques. Cf. Marina Garrisi, « La conception léniniste du parti : entre mythes et réalités », *RP Dimanche*, juin 2021.

[10] Contre Lénine, Luxemburg soutient en 1904 : « En vérité la social-démocratie n'est pas liée à l'organisation de la classe ouvrière, elle est le mouvement propre de la classe ouvrière. » Avant d'ajouter à propos des derniers événements de la lutte des classes russe : « il est fort probable que l'existence d'un semblable centre de direction n'aurait pu qu'augmenter le désarroi des comités locaux en accentuant le contraste entre l'assaut impétueux de la masse et la position prudente de la social-démocratie. On peut affirmer d'ailleurs que ce même phénomène – le rôle insignifiant de l'initiative consciente des organes centraux dans l'élaboration de la tactique – s'observe en Allemagne aussi bien que partout. » Cf. Rosa Luxemburg, « Questions d'organisation de la social-démocratie russe » (1904), in Léon Trotsky, *Nos tâches politiques*, Belfond, Paris, 1970.

[11] À propos de la division entre menchéviks et bolchéviks, Kautsky estimait en 1905 : « Une fois qu'un mouvement de parti se transforme en un grand mouvement populaire de masses, en obtenant victoire sur victoire, les différences perdent de leur force et de leur signification et, à mesure que le conflit avance, le parti se consolide et s'unit toujours plus, vu que, au moins jusqu'alors, il repose comme la social-démocratie sur les intérêts d'une seule classe. » Cf. Karl Kautsky, « Differences Among... », art. cité.

[12] Cf. Lars Lih, *Lenin Rediscovered...*, *op. cit.*, p. 489 sq.

[13] Cf. Vladimir I. Lénine « Entretien avec les défenseurs de l'économisme » (1901), in *Œuvres*, t. 5, p. 318-326.

[14] Parmi les plus connus : l'articulation entre soviets et parti, étudiée par Lénine en 1905, le développement de la *Pravda* en 1912, la lutte de la classe ouvrière de 1917 pour la majorité dans les comités d'usines et les soviets, et, avant tout, ses réflexions autour de la Troisième Internationale. Sur ce sujet, voir par exemple la polémique avec Umberto Terracini in Vladimir I. Lénine, « Discours en faveur de la tactique de l'Internationale Communiste » (1921), in *Œuvres*, t. 32, p. 498-508.

[15] Bien entendu, lorsque Lénine soutient la « neutralité » des syndicats, ce n'est pas au sens syndicaliste. Il souhaitait que les syndicats puissent représenter les secteurs les plus larges de la classe ouvrière. C'est dans cette perspective que Lénine prône une relation étroite entre les syndicats et le parti, « sans quêter à tout prix des "approbations" de pure forme et sans aller jusqu'à exclure des syndicats ceux qui ne sont pas d'accord. » [Cf.

Vladimir I. Lénine, « Préface au recueil *En douze ans* », art. cité].

[16] Cette évolution s'est opérée dans une large mesure sous l'égide de Kautsky. À cet égard, Lénine signale à propos de l'évolution du POSDR : « Le congrès de Stockholm du POSDR (1906), qui a vu la victoire des menchéviks, s'était prononcé en faveur de la neutralité des syndicats. Mais le congrès de Londres a pris une autre position, puisqu'il a proclamé la nécessité d'œuvrer au rattachement des syndicats au parti. De son côté, le congrès international de Stuttgart a adopté une résolution qui "met fin pour toujours au neutralisme", comme l'a déclaré à juste titre Kautsky. » Cf. Vladimir I. Lénine, « Préface à la brochure de Voinov (A. Lunacharski) sur l'attitude du parti à l'égard des syndicats », in Œuvres, t. 13, p. 171.

[17] En 1907, Lénine écrit : « L'ensemble de notre parti, a, par conséquent, reconnu à présent que le travail dans les syndicats ne devait pas être mené dans l'esprit de la neutralité, mais dans celui de l'établissement de liens toujours plus étroits entre les syndicats et le parti social-démocrate. Il a reconnu également que le rattachement des syndicats doit être réalisé exclusivement par le travail des social-démocrates à l'intérieur des syndicats, que les social-démocrates doivent constituer des sections unies dans les syndicats et créer des organisations clandestines dans la mesure où il ne peut y avoir de syndicats légaux. » Cf. Vladimir I. Lénine, « La neutralité des syndicats » (1908), in Œuvres, t. 13, p. 482-483.

[18] Curieusement, alors même que « Un pas en avant, deux pas en arrière » fait partie du corpus de textes de la période étudiée (1905-1906), et que Lénine y développe de manière explicite la question du parti d'avant-garde (une thématique centrale de *Lenin Rediscovered*), Lih n'accorde aucune importance à ce texte majeur de l'œuvre de Lénine – se limitant à énumérer les critiques qu'il a suscitées. Il va même jusqu'à ignorer l'importance de la polémique suscitée lors du II^e Congrès concernant les questions d'organisation statutaires, en argumentant que lors du Congrès de 1906, les menchéviks finissent par accepter la formule statutaire de Lénine. Lih écrit ainsi : « Et pourquoi donc toute cette agitation ? En quoi la formule de Lénine est-elle si contestable ? Je pense que tout ce scandale est le fruit d'un simple malentendu. » Cf. Lars Lih, *Lenin Rediscovered...*, op. cit., p. 520. Tout le contraire de ce que Lénine signalera lui-même en 1907, après le Congrès de réunification de 1906 – congrès qui permit selon Lih de clore le « malentendu ».

[19] Lénine revendique rétrospectivement ce texte dans le cadre d'une polémique avec les menchéviks sur la question de l'organisation du parti : « Quel était le lien organique de l'opportunisme dans les conceptions de tactique avec celles d'organisation, toute l'histoire du menchévisme entre 1905 et 1907 l'a suffisamment montré. Pour ce qui est de "*l'opportunisme dans les questions d'organisation*", cette chose "*incompréhensible*", la vie a confirmé la justesse de mon appréciation de façon plus éclatante encore que je ne m'y attendais. » Cf. Vladimir I. Lénine, « Préface au recueil *En douze ans* », art. cité.

[20] Vladimir I. Lénine « Un pas en avant, deux pas en arrière », art. cité.

[21] *Ibid.*, p. 278.

[22] *Idem.*

[23] *Idem.*

[24] Lars Lih, « Lenin y el bolchevismo », *Vientosur*, 21 mai 2016.

[25] Cité in Constanza Bosch Alessio et Daniel Gaido, « El marxismo y la burocracia sindical. La experiencia alemana (1898-1920) », art. cité.

[26] Nous reviendrons sur ce point précis dans les prochains chapitres. Trotsky signale à ce propos : « La bureaucratie syndicale est la police du capital, bien plus efficace que la police officielle. » [Léon Trotsky, « La question syndicale » (août 1938), in Œuvres, t. 18, p. 271] Voir aussi Antonio Gramsci, « Le Césarisme », C 13, § 27.

[27] Alors que la bureaucratie des syndicats signe un accord pour éviter toute grève ou conflit pendant la guerre, la bureaucratie du parti s'engage à persécuter l'opposition interne.

[28] Vladimir I. Lénine, « Une bonne résolution et un mauvais discours » (1915) in Œuvres, t. 19, p. 566.

[29] Carl von Clausewitz, *De la guerre*, III, 5, p. 194.

[30] *Ibid.* p. 196.

[31] Lénine remarque : « D'une part, le bolchévisme est né en 1903, sur la base, solide s'il en fut de la théorie marxiste [...]. D'autre part, le bolchévisme né sur cette base théorique de granit, a vécu une histoire pratique de quinze années (1903-1917), qui, pour la richesse de l'expérience, n'a pas d'égale au monde [...] se sont succédées les formes diverses du mouvement, légal ou illégal, pacifique ou orageux, clandestin ou avéré, cercles ou mouvement de masse, parlementaire ou terroriste. Aucun autre pays n'a connu dans un intervalle de temps aussi court une si riche concentration de formes, de nuances, de méthodes, dans la lutte de toutes les classes de la société contemporaine, lutte qui, par suite du retard du pays et du joug tsariste écrasant, mûrissait particulièrement vite et s'assimilait avec avidité utilement le « dernier mot » de l'expérience politique de l'Amérique et de l'Europe. » Cf. Vladimir I. Lénine, *La maladie infantile du communisme*, (1920), Sciences marxistes, Paris, 2007.

[32] Raymond Aron, *Penser la guerre, Clausewitz*, t. 2, *op. cit.*, p. 66.

[33] *Ibid.*, p. 221.

[34] Vladimir I. Lénine, « À propos des grèves » (1899) in Œuvres, t. 4, p. 327-328.

[35] *Ibid.*, p. 328.

[36] Carl von Clausewitz, *De la guerre*, I, 8, p. 112.

[37] Karl Kautsky, « Une nouvelle stratégie », in Henri Weber, *Socialisme, la voie occidentale*, *op. cit.*, p. 152.

[38] *Idem.*

[39] Carl von Clausewitz, *De la guerre*, I, 2, p. 76.

[40] Vladimir I. Lénine, *Que faire ?*, Editions sociales/Editions du Progrès, Paris/Moscou, 1966, p. 76.

[41] Lars Lih, *Lenin Rediscovered...*, *op. cit.*, p. 72.

[42] *Ibid.*, p. 73.

[43] Vladimir I. Lénine, *Que faire ?*, *op. cit.*, p. 110.

[44] Babeuf (1760-1797) fut dirigeant révolutionnaire et éditeur du journal *Le tribun du peuple* durant la Révolution française. Il prônait l'insurrection et la destruction de la propriété privée, se considérant lui-même comme un « communiste révolutionnaire ». Par l'intermédiaire de Philippe Buonarroti, contemporain de Marx et Engels, ce grand révolutionnaire du XVIII^e siècle influença considérablement Auguste Blanqui. Lénine était d'ailleurs souvent accusé de « blanquisme » en raison de sa stratégie insurrectionnelle bien que, comme nous allons le voir, ses conceptions se distinguaient de celles de Blanqui sur des points majeurs.

[45] Karl Kautsky, « La nouvelle tactique », *in* Henri Weber, *Socialisme, la voie occidentale*, *op. cit.*, p. 346.

[46] La « crise d'Agadir » de 1911 éclate suite à l'envoi d'un croiseur allemand au Maroc pour « défendre les intérêts de l'Empire » face à la rébellion populaire qui secouait le pays. La France, qui contrôlait le Maroc, réagit vivement, de même que l'Angleterre, frôlant ainsi un conflit majeur.

[47] Rosa Luxemburg, « Utopies pacifistes » (1911), disponible sur marxists.org.